L'Agriculture Drômoise - N°2523 - jeudi 30 septembre 2021

L'Agriculture Drômoise - N°2523 - jeudi 30 septembre 2021

Congrès

La FNSEA prête à relever les défis de l'agriculture

La FNSEA organisait du 21 au 23 septembre son 75e congrès dans la ville de Niort (Deux-Sèvres). Lors de son discours, sa présidente, Christiane Lambert a précisé aux 1 200 délégués présents et au ministre de l'Agriculture les trois défis auxquels l'agriculture est désormais confrontée : la souveraineté alimentaire, le renouvellement des générations et son pendant, l'attractivité du métier, ainsi que la transition écologique. Une vision partagée en grande partie par Julien Denormandie.

« *Nous refusons la fatalité du déclin* », a harangué Christiane Lambert, présidente de la FNSEA dans son discours final du 75e congrès de la FNSEA qui s'est tenu à Niort du 21 au 23 septembre. Déterminée à ce que le serment de l'unité paysanne, lancé en mars 1946 par Eugène Forget, continue à vivre à travers le projet #FNSEA2025, elle s'est élevée contre le « *diktat des prix bas qui conduira inexorablement à la fragilisation des exploitations agricoles et des outils de transformation* ».

Souveraineté alimentaire

Dans ce contexte, le premier défi à relever est celui de la souveraineté alimentaire et « *sans volonté politique forte* » sur ce dossier, « *la voie de la décroissance est tracée* ». *Et d'ajouter : « Monsieur le ministre : la décroissance verte, c'est pour nous une ligne rouge* », a-t-elle martelé. Bien décidée à mettre un coup d'arrêt aux importations distorses, elle s'en est pris au Green deal de la Commission européenne, ironisant sur les « *stratèges* » européens qui sont arrivés, après les Américains, aux mêmes conclusions qu'eux. Le Green deal réduirait ses productions de 10 à 15 %. L'Europe importerait davantage, les revenus agricoles s'effondreraient et, « *comble de l'ironie, l'accroissement des importations anéantirait la moitié des efforts de réduction de gaz à effet de serre* », a-t-elle détaillé.

Réformer la retraite agricole

Deuxième défi à relever, celui de la démographie et de son pendant, l'attractivité du métier. « *Cela commence par la rémunération* », a affirmé la présidente de la FNSEA, agacée que le gouvernement ait perdu quatre années à prendre en compte les revendications du syndicat que l'on retrouve maintenant dans la proposition de loi du député de la Marne, Grégory Besson-Moreau (LREM), appelée Egalim 2.

©CS Actuagri

Christiane Lambert, présidente de la FNSEA.

©CS Actuagri

Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture.

Attentive aux négociations commerciales sur lesquelles elle sent déjà des « *tensions* », Christiane Lambert a approuvé la stratégie du ministre et du gouvernement d'avoir porté les retraites des agriculteurs à 85 % du Smic. Si les agriculteurs ont une retraite calculée sur une carrière pleine, d'autres catégories l'ont sur les vingt-cinq meilleures années ou sur les six derniers mois. « *Si personne ne veut de la réforme globale, vous n'avez qu'à réformer la retraite agricole* », a glissé la présidente de la FNSEA.

« Illuminés et obscurantistes »

Le troisième défi que la FNSEA tient à relever est celui de la transition écologique. Sur ce thème, « *l'agriculture est engagée dans un virage aussi important que celui des années 1960* ». Mais Christiane Lambert ne souhaite aucune méprise, assurée que l'agriculture victime du dérèglement climatique est aussi la solution. « *N'en déplaise à ceux qui nous accusent à longueur de journée de salir la planète et d'être les coupables perpétuels de la crise climatique ! Ils nous salissent, ils salissent nos efforts, ils salissent l'espoir que nous cultivons au quotidien. Au pays des Lumières, que d'illuminés et d'obscurantistes, occupent les plateaux télé, experts en tout, spécialistes en rien, et conduisent à un scepticisme généralisé bien français sur les sciences et les innovations* », a-t-elle lâché.

« Pas d'agriculture sans eau »

Dans un discours applaudi, le ministre de l'Agriculture lui a répondu « *partager les valeurs* » auxquelles la FNSEA est attachée et qu'Arnaud Rousseau, premier vice-président, avait détaillées auparavant (voir ci-contre). Julien Denormandie a donné le sentiment d'être lui-même assez dubitatif sur les objectifs du Green deal, « *Farm to fork* » et « *Biodiversité 2030* ». Il a concédé que les pistes dégagées par Bruxelles pour améliorer la qualité de l'alimentation européenne « *risquent d'aboutir à un non-sens en termes de souveraineté et d'environnement* ». Et d'ajouter : « *Si une transition consiste à dire "Je fais la transition chez moi mais de l'autre côté j'importe ce que je ne fais plus chez moi", cela revient à dire loin des yeux loin de ma conscience environnementale, c'est hypocrite* ».

De même, sur le sujet de la gestion de l'eau, Julien Denormandie a déclaré que les retenues d'eau « *ont une utilité et donc il faut qu'elles se fassent* ». Plus encore quand une décision de justice les autorise, a-t-il ajouté, faisant allusion à une manifestation d'opposants aux « *méga-bassines* », le 22 septembre à Niort et à Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres). « *Il n'y aura pas d'agriculture sans eau. Il faut que la raison l'emporte* », a-t-il tranché. ■

Christophe Soulard

©CS Actuagri

Le 75e congrès de la FNSEA s'est déroulé du 21 au 23 septembre à Niort (Deux-Sèvres) **en présence de 1 200 délégués et du ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie**, présent lors de la dernière journée.

MANIFESTE / La FNSEA a présenté le 22 septembre lors de son 75e congrès son « Manifeste pour des ruralités vivantes ». Ce document de seize pages, cosigné par une vingtaine d'organisations, sera l'une des pierres angulaires du syndicat en vue des prochaines échéances électorales : présidentielle et législatives.

Revitaliser et partager la ruralité

N'assisterions-nous pas à un nouvel appel de la terre, à une nouvelle attractivité des campagnes ? En effet, le confinement lié au coronavirus a provoqué un départ précipité de certaines grandes villes, comme Paris. « *430 000 Parisiens ont fui la capitale pendant le Covid* », a expliqué le sociologue Jean Viard qui intervenait à la tribune du congrès de la FNSEA. Mais les tendances semblent plus lourdes. En effet, les campagnes ont gagné plus de cinq millions d'habitants entre 1968 et 2014 et les démographes estiment qu'elles gagneront « *bientôt 100 000 habitants supplémentaires par an* », a ajouté Henri Bies-Péré, deuxième vice-président de la FNSEA.

Modus vivendi

Cependant, l'arrivée des néoruraux suscite légitimement des questionnements et des inquiétudes autant sur le partage de cet espace que sur son mode de développement et de croissance futurs. « *Car la ruralité n'est pas réservée qu'aux seuls agriculteurs* » et le Covid a rebattu les cartes, « *remettant en cause notre rapport à la nature* » et créant « *une véritable rupture culturelle qui ne fait que commencer* », a affirmé Jean Viard. Pour lui, un nouvel usage du territoire est en train d'émerger, ne serait-ce que parce que les agriculteurs ne représentent que 440 000 exploitations au milieu de 16 millions de maisons individuelles avec jardin. « *C'est pourquoi, il faut trouver un modus vivendi avec les néo-ruraux pour fédérer les habitants et développer des projets de territoires* », a indiqué Henri Bies-Péré pour qui « *il n'y aura pas de relance économique en France s'il n'y en a pas dans les zones rurales* »

©Yann Viard

Le sociologue **Jean Viard** est intervenu à la tribune du congrès de la FNSEA.

Des ruralités

Dans ce manifeste qui n'est pas sans rappeler la charte du monde rural signée il y a trente ans après le Dimanche des terres de France le 29 septembre 1991[1], la FNSEA formule dix propositions d'urgence parmi lesquelles : « *faciliter l'installation et la transmission en milieu rural pour atteindre 100 000 entreprises durables reprises ou nouvellement implantées dans des communes très peu denses d'ici 2030* », « *faire de nos exploitations agricoles et de nos entreprises rurales les moteurs de l'atteinte de la neutralité carbone dans nos territoires* » ou encore « *revitaliser 10 000 centres-bourgs d'ici 2050* » et « *encourager les investissements durables* ». Ces propositions permettront, selon la FNSEA, de relever quatre défis : celui de l'emploi, du dialogue avec tous les acteurs locaux (élus, entreprises, associations...), du climat et enfin du vivre-ensemble. Si le cadre est fixé, les réponses ne seront pas « *homogènes* », a conclu Jean Viard, qui souligne qu'il existe « *des ruralités* ». ■

Christophe Soulard

1. Peu avant la tenue de la grande manifestation du Dimanche des terres de France qui a rassemblé près de 300 000 manifestants à Paris le 29 septembre 1991, la FNSEA et le CNJA (Jeunes agriculteurs) avaient signé, au Sénat, une charte pour le monde rural.

INTERVIEW / Dans le cadre du congrès de la FNSEA à Niort (Deux-Sèvres), la FRSEA Aura, représentée par son président Michel Joux, a pris la parole le 21 septembre. Un discours marqué par des enjeux récurrents comme les prix.

« J'ai senti tous les congressistes combatifs sur la question du prix ! »

Initialement prévu en 2020, le 75e congrès de la FNSEA a eu lieu la semaine dernière à Niort. Comment s'est-il passé ?

Michel Joux : « Ces deux dernières années, les visioconférences pour débattre des orientations stratégiques pour l'agriculture ont montré leurs limites. Ce congrès était un temps nécessaire pour organiser les discussions et les débats. J'ai senti, plus que d'habitude, les congressistes et les représentants des départements et des régions combatifs sur la question du prix. Elle est revenue dans toutes les interventions. Les discours étaient d'autant plus forts que la crise sanitaire est passée par là avec, à la clé, une forte hausse des matières premières et des prix qui ne sont pas au rendez-vous pour beaucoup de productions. Le deuxième jour, deux tables rondes ont permis d'échanger sur deux thématiques principales : la stratégie FNSEA à l'horizon 2025 et la ruralité avec des débats intéressants sur la question de la rentabilité économique des exploitations. Une question déterminée, une fois de plus, par un prix rémunérateur. »

Quelle a été la teneur de votre discours, le mardi 21 septembre, lors de la prise de parole des représentants régionaux ?

M. J. : « J'ai commencé mon discours par la question du prix. J'ai ensuite souligné que la PAC devait être un outil important pour sécuriser le revenu de toutes les productions sur tous les territoires. J'ai aussi évoqué les réglementations environnementales qui continuent à peser lourdement sur les outils de production. Chartes de voisinage remises en cause, plus de distances pour les ZNT, zèle de la part de l'OFB... Tous ces sujets amènent une méfiance des agriculteurs vis-à-vis de l'Etat qui doit témoigner plus de confiance aux paysans. On ne peut pas nous demander de produire le plus écologiquement possible et nous balancer dans l'arène mondiale des prix, y compris sur le marché intérieur, avec des produits qui nous auront coûté plus cher sans un encadrement législatif im-

©Agrasec

Michel Joux, président de la FRSEA Auvergne-Rhône-Alpes

portant sur les prix. Pour finir, j'ai souhaité parler de la régulation des espèces et notamment du loup. Il nous faut une méthodologie de comptage plus sérieuse qui engage davantage les chasseurs et les lieutenants de louveterie aux côtés des agents de l'environnement pour avoir des résultats plus proches de la réalité. »

Le discours du ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, vous a-t-il convaincu ?

M. J. : « Il a été assez long, très général à mon goût. C'est bien, mais ça ne suffit pas ! En revanche, nous avions pu le côtoyer sur les manifestations du mois de mars et nous l'avions senti à l'écoute, très volontaire et très moteur sur la construction du prix. Il connaît les sujets et il fait partie de cette nouvelle génération qui a envie de faire bouger les choses. Il sort un peu du libéralisme ambiant qu'on a connu ces vingt dernières années et qui arrive, au final, à détruire l'agriculture française. Il a l'air d'être conscient que si rien ne change, on risque d'avoir une vraie problématique de renouvellement des générations dans les années à venir. Ce qui est déjà un bon départ. »

Le congrès s'est déroulé en plein examen au Sénat de la loi Egalim 2 qui a vocation à protéger la rémunération des agriculteurs...

M. J. : « Sur ce sujet, on a une problématique de "famille". Certains représentants de la coopération agricole ne croient pas du tout à la construction du prix à partir des coûts de production. Le problème, c'est que quand on n'est pas unanime au sein d'une même famille, ce sont les autres qui décident à notre place. La loi Egalim 1 a pour le moment donné le ton, en incitant sans obliger. J'espère que la loi Egalim 2 encadrera davantage la contractualisation. Nous souhaiterions même que la notion de "non-négociabilité des matières agricoles" soit prise en compte. Pour aller au bout de notre volonté, nous estimons nécessaire la mise en place d'une autorité légale de régulation qui permettrait de consulter les comptes des groupes industriels privés ainsi que de la grande distribution dont nous remettons en question les marges. Pour le moment, nous n'en sommes pas là. Il faudra peut-être une loi Egalim 3 pour aller plus loin... » ■

Propos recueillis par Alison Pelotier

PROJET /

Le nouvel ADN de la FNSEA

Arnaud Rousseau, premier vice-président de la FNSEA.

Présentant le projet #FNSEA2025, Arnaud Rousseau, premier vice-président, s'est agacé contre ceux qui ressassent les vieux poncifs sur l'agriculture depuis vingt-cinq ans « *alors que nous avons changé* », a-t-il affirmé. Il a détaillé les valeurs de la FNSEA qui « *restent toujours d'actualité* » et qui sont « *la solidarité, l'humanité, la prise d'initiative, la responsabilité et l'ancrage dans les territoires* ». C'est dans le cadre du projet #FNSEA2025 qu'il a dévoilé le « *nouvel ADN* » de la FNSEA qui s'appuie sur ces cinq valeurs et qui sont résumées dans une phrase : « *S'engager avec les femmes et les hommes qui ont le goût d'entreprendre en agriculture pour des territoires vivants et dynamiques* ».

Objectif prioritaire

L'objectif affiché est de « *déployer une stratégie syndicale de conquête* », a clairement affirmé Jérôme Despey, secrétaire général de la FNSEA. Conscient que la démographie agricole va aussi peser sur le nombre d'adhérents, quelle que soit la structure syndicale, l'organisation agricole entend « *élargir son champ de vision* » et partir à la reconquête des agriculteurs en privilégiant « *la proximité et l'attractivité* », a expliqué Patrick Bénézit, secrétaire général adjoint. « *Il nous faut des élus impliqués, une équipe de terrain et une offre de services attractives* », a-t-il ajouté, indiquant vouloir « *mieux former les élus syndicaux locaux* ». Avec l'ambition de faire de la stratégie syndicale un « *objectif prioritaire* », Hervé Lapie, secrétaire général adjoint a précisé que cet objectif inclura une « *culture de l'évaluation, avec des indicateurs et des reportings* » et qu'un « *état des lieux du réseau* » serait lancé pendant la tournée syndicale prévue cet hiver. « *Nous nous reconnaissons dans les réflexions et la problématique de la FNSEA* », a concédé Arnaud Gaillot, secrétaire général de JA qui travaille « *avec ses spécificités* » sur le projet d'identité des jeunes agriculteurs. « *La jeune génération est défiante. Même si c'est un phénomène de société, il faut la regarder en face* », a-t-il lancé.

Valeurs

La FNSEA entend d'ailleurs s'inspirer d'exemples locaux pour remobiliser ses troupes, à l'image de la FDSEA de Haute-Saône qui a développé des magasins de producteurs, en circuits-courts. « *C'est un projet qui a pu être monté en 8-9 mois grâce à l'accompagnement administratif de la FDSEA* », a dit Michaël Muhlematter, président de la FDPL 71. Fédérer les énergies est aussi le leitmotiv de Romain Blanchard de la FDSEA des Bouches-du-Rhône à l'initiative d'un groupement d'employeurs, piloté par la FDSEA pour permettre aux agriculteurs de recruter du personnel saisonnier. Les employeurs y trouvent simplicité, sérénité et moindre coût. En mars 2022, c'est la ville de Besançon (Doubs) qui accueillera le prochain congrès de la FNSEA. ■